



**Syndicat national Force Ouvrière
de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
Membre de la fédération FNEC FP-FO**

6/8 rue Gaston Lauriau 93513 MONTREUIL Cedex - Tél. : 01 56 93 22 88 ou 01 56 93 22 50 - foesr@foesr.fr - www.foesr.fr

Réunion avec la ministre F. Vidal : la ministre est-elle connectée avec la réalité ?

La Ministre a souhaité rencontrer les organisations syndicales de l'enseignement supérieur et de la recherche dans la soirée du 1^{er} avril, à propos de la situation des universités à la suite des annonces du président de la République et du Premier ministre.

Résumé des « annonces » de la ministre, qui comportent un déni de réalité assez consternant :

- Selon elle les établissements « *restent ouverts* » (!) et il n'y aurait pas de décrochage massif des étudiants, selon les informations remontées par la CPU (!)
- Concours et des examens nationaux sont maintenus en présentiel mais, pour les autres examens, ils doivent soit se tenir à distance, soit être repoussés au-delà des 4 semaines qui commencent lundi (c'est-à-dire au mieux à partir du 3 mai)
- Le calendrier de Parcoursup est maintenu et la procédure nationale d'inscription devrait se tenir
- il faut « *continuer à travailler pour que la rentrée prochaine puisse se tenir au maximum en présentiel* » (!)
- Des auto-tests salivaires devraient être distribués dans les établissements
- Vaccination : l'objectif est que « *d'ici la rentrée tout le monde ait reçu ses deux doses de vaccin sur la base du volontariat* » ; il a été demandé au ministère de la Santé d'inclure les personnels des établissements d'enseignement supérieur et de recherche et des CROUS dans les personnes prioritaires.

Comme on le voit, ces annonces ne répondent pas aux demandes des personnels et des étudiants et consistent pour la plupart à différer les mesures urgentes à la rentrée ou en vue de la rentrée.

Les représentants FO ESR sont intervenus pour demander :

- la possibilité pour tous de pouvoir tenir tous les cours en fonction des maquettes, de sorte que les diplômes conservent leur qualité ;
- les créations de postes nécessaires, avec titularisation des contractuels, les dotations en heures (y compris pour rattraper les contenus perdus) et en locaux, à mettre en œuvre dès maintenant, non en vue de la prochaine rentrée ; depuis un an rien n'a été fait ;
- que les ASA gardes d'enfants soient attribuées aux personnels qui en font la demande, y compris dans les CROUS, et que la réglementation concernant les ASA soit respectée, ASA voulant dire service fait ;
- le maintien des examens en présentiel, y compris pendant les quatre semaines qui viennent, car dans bon nombre d'établissements le calendrier est déjà fixé avec des épreuves en présentiel pendant cette période ;
- Une prime reconnaissant les efforts de tous, à commencer par les personnels des Crous ;
- le respect du décret télétravail de 2016 (volontariat, 3 jours hebdomadaires maximum, prise en charge de tous les coûts) et la prise en charge de tous frais liés au travail à distance ;

- le paiement de toutes les heures complémentaires prévues ainsi que de celles des chargés de cours, qu'il n'y ait pas de refus de paiements comme ceci s'est produit l'an dernier ;
- en matière sanitaire : la mise à disposition de masques FFP2 pour tous les personnels ; une priorité pour la vaccination, la mise à disposition de test salivaires, du matériel de filtration pour la qualité de l'air ; que soient pris en compte les troubles oculaires et problèmes musculo-squelettiques qui se multiplient chez les personnels en raison du travail à distance.

La ministre n'a pas répondu aux revendications principales.

Elle a cependant fourni quelques précisions sur certains points :

- ASA gardes d'enfants : la réflexion est en cours, il va être précisé que tous les personnels devant garder leurs enfants, suite à la fermeture des écoles, bénéficieront d'ASA ;
- examens : selon elle « il n'y a pas pléthore d'examen en avril », les établissements n'ont pas fait remonter de problèmes mais « on verra avec les établissements pour les cas particuliers ».

Montreuil, le 2 avril 2021